

leur fournir une assistance technique ou financière. Nous pourrions leur être de quelque secours en éliminant ces entraves au commerce qui actuellement empêchent de nombreux pays sous-développés du Commonwealth d'écouler leurs produits bruts, et en même temps nous pourrions exporter vers ces pays un plus grand nombre de produits qu'ils sont incapables de fabriquer.

Je proposerais au premier ministre une mesure qui pourrait être prise à la suite de cette conférence. Il s'agirait de convoquer une conférence commerciale du Commonwealth, et la Commission économique du Commonwealth, Commission qui existe actuellement, pourrait se réunir et être chargée de préparer la conférence qui pourrait avoir lieu au Canada et à laquelle nous inviterions tous les pays membres.

Je suis sûr que si l'on suivait une pareille méthode, je l'ai d'ailleurs déjà dit à la Chambre, d'ici six mois il pourrait y avoir une conférence commerciale portant sur le Commonwealth qui contribuerait énormément à prouver aux jeunes membres du Commonwealth les véritables avantages qu'ils pourraient retirer de cette association. On atteindrait ainsi les objectifs que l'on envisage à une échelle mondiale mais à l'égard desquels il est difficile de rallier l'adhésion. Il est donc urgent que nous ne songions pas simplement aux problèmes qui nous attendent mais que nous élaborions, en plus, des plans pour nous attaquer résolument à certaines des réalisations qui s'imposent au sein du Commonwealth, et que la nature même de cette association rend possibles.

A propos de certains des problèmes qu'a signalés le premier ministre, on discerne que le sujet de discussion le plus délicat qui ait été abordé à Londres, portait sur la Rhodésie du Sud. Je suis personnellement un peu au courant des sentiments très amers qui existent à l'égard de ce problème difficile à résoudre. Toutefois, il est encourageant de constater que, dans leur communiqué, les premiers ministres ont pu réaffirmer catégoriquement notre fidélité au principe fondamental de l'égalité de tous les hommes, sans considération de race, de couleur ou de religion.

Je ne retiendrai pas plus longtemps l'attention de la Chambre en les consignants encore une fois au compte rendu, pour les souligner, mais il est bon de revenir sur les déclarations essentielles faites lors de la conférence. Comme l'indique le communiqué, cette réunion fut une expérience interraciale unique; mais il y a là plus qu'une expérience. J'y vois la démonstration d'une vérité, savoir qu'on peut s'attendre à d'heureux

résultats lorsque se réunissent des hommes de bonne volonté qu'anime un commun désir de régler leurs problèmes dans l'objectivité.

Encore une fois, je félicite le premier ministre du rôle de premier plan qu'il a joué à la conférence; nous nous rendons tous compte que le communiqué renferme nombre de déclarations qui figuraient dans son discours. Le Cachemire et la Guyane britannique constituent aussi des problèmes épineux; on ne parviendra à les résoudre que le jour où l'on aura compris que les pays du Commonwealth désirent s'entendre et qu'ils sont décidés à prendre les mesures qui s'imposent.

A mon sens, le premier ministre a fait une excellente suggestion lorsqu'il a proposé à la conférence d'inviter les membres du Commonwealth à se joindre à ce consortium de nations voulant établir autour du monde un réseau de satellites pour faciliter les communications. Si la chose pouvait être approuvée, les communications entre les pays du Commonwealth seraient bien plus rapides et plus efficaces qu'avec le réseau de câbles qui unit actuellement plusieurs pays membres. Avec tous les problèmes qui nous sollicitent, il n'y a pas de doute que les communications entre nations et peuples est une des meilleures façons d'atteindre la compréhension et de vivre en paix.

Le premier ministre en a profité pour parler du problème de la Chine, notamment la reconnaissance de la Chine communiste par les Nations Unies et l'importance de la Chine rouge dans le Sud-Est asiatique en ce qui concerne surtout, en ce moment, l'un des derniers membres à entrer dans le Commonwealth, la Malaysia. Je crois que l'honorable député de Burnaby-Coquitlam touche à un sujet délicat en disant qu'il est inadmissible qu'un quart de la population mondiale soit exclu des Nations Unies et qu'il jette le blâme sur nous. Comme les honorables députés le savent, j'ai passé une bonne partie de ma vie à essayer de remettre de l'ordre dans le gâchis causé par l'occupation fasciste de l'Éthiopie, parce que nous avons refusé de soutenir un principe et de protéger un membre de la Société des Nations. Je pense maintenant à 11 millions d'habitants de l'île de Formose. Nous ne pouvons sûrement pas nous décharger de nos responsabilités à leur égard, tout simplement parce que nous croyons que la Chine communiste doit faire partie des Nations Unies.

Il me semble que la Chine communiste, à l'heure actuelle, ne peut s'en prendre qu'à elle-même si elle n'est pas encore membre des Nations Unies, car si elle acceptait des principes réalistes en ce qui concerne l'existence des deux Chines, aucun pays ni groupe de pays n'aurait de raisons de l'empêcher